



**Convention d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises  
par les communes, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)  
et la Métropole de Lyon**

- Vu le traité instituant l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108,
- Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM),
- Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),
- Vu l'instruction du gouvernement NOR INTB1531125J du 22 décembre 2015, relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements, issue de la loi NOTRe,
- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1511-2, L.1511-3 et L.1511-7, L.1111-8,
- Vu le SRDEII adopté par délibération n°1511 de l'Assemblée plénière du Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes des 15 et 16 décembre 2016,
- Vu la délibération n°768 de la Commission permanente du Conseil régional du 29 juin 2017, et la délibération n° CP-2020-06 / 06-32-4147 de la Commission permanente du Conseil régional du 19 juin 2020, approuvant les modifications apportées à la convention type d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises par les communes, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et la Métropole de Lyon,
- Vu la délibération n°CP-2020-07 / 06-103-4270 de la Commission permanente du Conseil régional du 9 juillet 2020
- Vu la délibération du Conseil Municipal n°2.23 du 30 juillet 2020 approuvant la convention d'autorisation et de délégation d'aides aux entreprises par les communes, les EPCI et la Métropole de Lyon,

Entre

La ville de Montélimar, représentée par son Maire habilité à signer la présente convention,

Et

La Région Auvergne-Rhône-Alpes, représentée par le Président du Conseil régional dûment habilité,

**Il est convenu et arrêté ce qui suit :**

## **Préambule**

La loi NOTRe confère aux régions la compétence en matière de Développement économique et la mission d'organiser les interventions des collectivités territoriales et de leurs groupements en la matière.

La Région Auvergne-Rhône-Alpes a établi à cette fin un Schéma régional de Développement économique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) qui fixe le cadre de ces différentes interventions.

Le Conseil régional est seul compétent à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour définir les régimes d'aides et décider de l'octroi des aides aux entreprises dans la Région.

Le cadre de la présente convention permet aux communes, à leurs groupements et à la Métropole de Lyon, d'intervenir en aide auprès des entreprises en s'inscrivant dans les régimes d'aides fixés par la Région.

## **Article 1 – Les aides que les collectivités peuvent mettre en place sans convention avec la Région**

Les aides suivantes n'entrent pas dans le champ de la présente convention, la collectivité conserve la capacité d'intervenir même sans intervention préalable de la Région :

- Aides aux professionnels de santé en zones déficitaires (article L1511-8 du CGCT) ;
- Aides aux exploitants de salle de spectacle cinématographique (article L2251-4 du CGCT) ;
- Aides pour le maintien ou la création d'un service nécessaire à la satisfaction des besoins de la population en milieu rural quand l'initiative privée est défaillante ou insuffisante, ou dans une commune comprenant des quartiers prioritaires de la politique de la ville (article L2251-3 du CGCT) ;
- Aides pour garantir les emprunts de personnes morales de droit privé (article L2252-1 du CGCT) ;
- Aides pour participer au capital de sociétés de garantie ou à la constitution d'un fonds de garantie auprès d'un établissement de crédit (article L2253-7 du CGCT).

## **Article 2 – Les aides à l'immobilier d'entreprise relevant de l'article L 1511-3 du CGCT**

Les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre ou Métropole de Lyon disposent de la compétence exclusive pour définir les aides ou les régimes d'aides et décider de l'octroi de ces aides sur leur territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles.

Par la présente convention, la collectivité ou l'EPCI autorise la Région à intervenir en complément de son intervention en subvention à des projets d'immobilier d'entreprise. La Région informera par courrier la collectivité ou l'EPCI des projets particuliers sur lesquels elle interviendra, et des modalités précises de financement apportées.

Dans le cadre d'aides à l'immobilier d'entreprises mise en œuvre conjointement par la Région et la collectivité ou l'EPCI en contrepartie d'une aide FEADER, le cadre d'intervention de ces aides est déterminé par la mesure du FEADER mobilisée (y compris dans le cadre de LEADER). En effet les règles uniques d'intervention du PDR 2014-2020 imposent un seul et même cadre pour l'ensemble des co-financeurs mobilisant ces crédits européens.

## **Article 3 – Aides économiques en faveur de la création ou de l'extension d'activités économiques et en faveur des entreprises en difficulté relevant des articles L.1111-8 et L.1511-2 du CGCT**

La Région est seule compétente pour définir les régimes d'aides et pour décider de l'octroi des aides aux entreprises dans la région. Ces aides revêtent la forme de prestations de services, de subventions, de bonifications d'intérêt, de prêts et avances remboursables à taux nul ou à des conditions plus favorables que les conditions du marché.

La collectivité ou l'EPCI pourra, par la présente convention :

- Participer au financement des aides et des régimes d'aides mis en place par la Région précisés dans la présente convention. (au titre de l'art. L.1511-2 du CGCT) (cf. point 3.1) ;
- Mettre en œuvre des aides aux entreprises adoptées par la Région pour une partie spécifique du territoire régional, par délégation de la Région (au titre de l'art. L.1111-8 du CGCT) (cf. point 3.2).

### 3-1 Autorisation à la mise en œuvre d'aides aux entreprises mises en place par la Région

Sans Objet

### 3-2 Délégation de gestion et d'octroi d'aides aux entreprises par la Région

La Région décide de déléguer à la collectivité ou l'EPCI une partie de sa compétence économique dont elle est attributaire au titre de l'article L 1511-2 dans les conditions indiquées ci-dessous.

La Région adopte le (ou les) dispositif(s) d'aide aux entreprises, annexé(s) à la présente convention, qui sera (seront) mis en œuvre exclusivement sur le territoire de la ville de Montélimar. Ces aides peuvent compléter des aides régionales existantes en tenant compte de la spécificité du territoire (3-2-1), ou peuvent être déléguées sans intervention préalable de la Région (3-2-2).

Ces aides seront gérées, octroyées par la collectivité ou l'EPCI délégataire, et attribuées exclusivement sur le budget, les moyens de fonctionnement et les services de la collectivité ou l'EPCI délégataire.

Les modalités de ces aides sont les suivantes :

#### 3-2-1 Délégation d'aides en complément d'une aide régionale

Sans objet

#### 3-2-2 Délégation d'aides spécifiques au territoire de la collectivité ou l'EPCI

<i>Nom de l'aide déléguée à la collectivité ou à l'EPCI</i>	<p><b>SOLUTION REGION PERFORMANCE GLOBALE FINANCER MON INVESTISSEMENT « COMMERCE ET ARTISANAT »</b></p> <p><b>Aide au développement des petites entreprises du commerce, de l'artisanat et des services avec point de vente et vitrine - Ville de Montélimar</b></p> <p>Aide financière aux entreprises commerciales, artisanales et de services</p>
<i>Cadre d'intervention</i>	<p>Dispositif d'aide aux entreprises avec l'objectif suivant :</p> <p>Aide au développement des entreprises du commerce, de l'artisanat et de services avec point de vente et vitrine sur le centre-ville de Montélimar</p>
<i>Forme de l'aide (subvention, avance, prestation...)</i>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Subventions</p> <p><input type="checkbox"/> Avances remboursables</p> <p><input type="checkbox"/> Prestations</p>
<i>Assiette de l'aide Types de dépenses Seuils de dépenses planchers et plafonds Activités et bénéficiaires éligibles</i>	<p>Sont éligibles les investissements liés à l'installation ou la rénovation du point de vente :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les investissements de rénovation des vitrines (mise en accessibilité du local, façades, éclairage, enseigne, décoration, aménagement intérieur, frais de maîtrise d'œuvre...),</li> <li>- Les équipements destinés à assurer la sécurité du local (caméra, rideau métallique...),</li> <li>- Les investissements d'économie d'énergies (isolation, éclairage, chauffage,...),</li> <li>- Les investissements matériels (équipements numériques,...).</li> </ul> <p>Les dépenses subventionnables sont comprises entre 10 000€ et 50 000€.</p> <p>Sont éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les petites entreprises indépendantes ou franchisées et artisanales, avec un point de vente accessible au public et une vitrine,</li> <li>- de 0 à 49 salariés, avec une surface de point de vente inférieure à 400m<sup>2</sup> et dont le chiffre d'affaires ou le total du bilan n'excède pas 1 million d'euros.</li> <li>- en phase de création, de reprise ou de développement, ayant leur siège social basé à Montélimar.</li> </ul>
<b>Taux et montants plafonds d'aide</b>	<p>Le taux d'aide est fixé à 10% du montant hors taxe de dépenses éligibles soit un plancher minimum de subvention fixé à 1 000 € et un plafond maximum de subvention fixé à 5 000 €.</p> <p>Ce taux pourra donner lieu à une bonification de 10% au titre de la rénovation des devantures commerciales (sous réserve du respect du règlement adopté le 24/06/2019) et être majoré à 15% afin de permettre si nécessaire d'activer le cofinancement FISAC.</p>
<b>Régime d'aide régional de référence fixé par le SRDEII</b>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Régime TPE - PME artisanales, commerciales et de services</p> <p><input type="checkbox"/> Régime Développement des entreprises industrielles et de service à l'industrie</p> <p><input type="checkbox"/> Régime Innovation</p> <p><input type="checkbox"/> Régime Entreprises en difficulté</p> <p><input type="checkbox"/> Régime Agriculture, aquaculture, pêche, agroalimentaire, forêt, bois</p>
<b>Régimes d'aide d'Etat de référence</b>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Règlement de minimis N° 1407/2013</p> <p><input type="checkbox"/> Régime d'aide N° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME</p> <p><input type="checkbox"/> Régime d'aide N° SA.39252 relatif aux aides à finalité régionale</p> <p><input type="checkbox"/> Régime d'aide N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI)</p> <p><input type="checkbox"/> Régime d'aide N° SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement</p> <p><input type="checkbox"/> Régime autre à renseigner</p>
<b>Objectifs chiffrés de l'aide</b>	<p>Objectif de 25 entreprises aidées dans le cadre de cette aide (pour la période 2020/2022)</p> <p>Objectif de 56 250 € montant de l'enveloppe allouée à cette aide par la collectivité</p>
<b>Date limite de déploiement de l'aide</b>	<p>La ville est engagée jusqu'au 25/09/2024 dans le dispositif gouvernemental « Action Cœur de Ville » ; elle est signataire d'une convention FISAC dont le terme est fixée au 13/12/2022 et déploiera son dispositif d'aide en cofinancement du soutien régional et national (Fisac) sous réserve du vote annuel du budget.</p>

#### **Article 4 – Aides économiques en faveur d’organismes qui participent à la création ou à la reprise d’entreprise relevant de l’article L 1511-7 du CGCT**

Sans objet

#### **Article 5 – Engagements de la ville de Montélimar au titre de l’article L1511-1 du CGCT**

La collectivité s’engage à :

- Respecter la réglementation européenne en vigueur lors de l’attribution de l’aide et la procédure d’information liée à la mise en œuvre de l’aide. Toute modification apportée à cette réglementation européenne devra être prise en compte afin de modifier en conséquence les dispositifs et aides concernées,
- Communiquer systématiquement aux bénéficiaires des aides mentionnées dans cette convention l’information que la Région a autorisé la collectivité à verser cette aide par conventionnement, conformément au SRDEII et à la loi NOTRE. Cette communication se fera dans les courriers de notification de l’aide aux bénéficiaires, dans les arrêtés ou conventions attributives de subvention, et dans les supports de communication de l’aide (plaquettes, site internet, articles de journaux interne ou presse, etc.),
- Participer aux événements de communication organisés localement ou régionalement par la Région et ses représentants sur cette convention,
- Procéder à la récupération de l’aide auprès de l’entreprise si une décision de la Commission européenne ou un arrêt de la Cour de justice de l’Union Européenne l’enjoint,
- Transmettre à la Région, avant le 30 mars de l’année qui suit le vote de l’aide, un rapport annuel des aides qu’il a mis en place dans le cadre de la présente convention au cours de l’année civile précédente dans les formes demandées par la Région, en vue de la transmission de ce rapport régional à l’Etat et l’Union Européenne,
- Mettre en œuvre les modifications qui pourraient être apportées par la Région aux aides aux entreprises faisant l’objet du présent conventionnement et contribuer à l’évaluation du dispositif, notamment lors de la tenue de comités de pilotage.

#### **Article 6 – Engagements de la Région**

La Région s’engage à :

- Respecter la réglementation européenne en vigueur lors de l’attribution de l’aide et la procédure d’information liée à la mise en œuvre de l’aide. Toute modification apportée à cette réglementation européenne devra être prise en compte afin de modifier en conséquence les dispositifs et aides concernées,
- Informer la collectivité ou l’EPCI des évolutions de ses politiques et des aides mises en œuvre sur son territoire.

#### **Article 7 – Durée de la convention**

La présente convention entrera en vigueur à la date de sa signature par les parties intéressées et prendra fin au 31 décembre 2021, à l’issue du SRDEII, sauf accord express entre les parties pour une date ultérieure, en fonction de l’évolution des dispositifs régionaux.

#### **Article 8 – Modification de la convention**

Toute modification à la présente convention fera l’objet d’une convention consolidée reprenant les dispositions complètes autorisées.

### **Article 9 – Résiliation de la convention**

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La convention pourra avant son expiration être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties par notification écrite en cas de force majeure ou pour tout motif d'intérêt général.

### **Article 10 – Litiges**

En cas de litige pouvant résulter tant de l'interprétation que de l'exécution de la présente convention, un règlement amiable sera recherché.

A défaut d'accord, le tribunal compétent sera le tribunal administratif de LYON.

Fait à Lyon, le

**POUR LA REGION  
AUVERGNE-RHONE-ALPES**

**POUR LA VILLE DE MONTELMAR**

**LE PRESIDENT**

**LE MAIRE**